

HOOFDSTUK V. — Globaal resultaat

Art. 23. Alle diensten samen, begroting, begrotingsfondsen en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 15,20 en 22 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2019 (in euro) :

Begroting sensu stricto: -563.380.699,77

Begrotingsfondsen : -5.088.278,48

Afzonderlijke sectie: 0

Totaal : -568.468.891,12

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 mei 2021.

P.-Y. JEHOLET,
Minister-President

Fr. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het toezicht op WBE

B. LINARD,

Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten

V. GLATIGNY,

Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel

C. DESIR,

Minister van Onderwijs

—
Nota

(1) *Zitting 2020-2021*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr.223-1. - Commissieverslag, nr.223-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr.223-3

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 5 mei 2021.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/20954]

19 MARS 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant une troisième vague de programme de soutien aux attractions touristiques dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021, article 51;

Vu le rapport du 12 février 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 19 février 2021 et 17 mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 février 2021;

Vu l'urgence motivée par le fait que les mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19 imposent le contingentement ou la suspension de certaines activités de nature culturelle, sociale, festive, folklorique, sportive, touristique et récréative ainsi que le contingentement ou la fermeture au public des opérateurs touristiques;

Que les opérateurs touristiques dont les activités ont été suspendues, restreintes ou annulées continuent à faire face à des frais d'entretien de leur infrastructure ou à des dépenses engagées avant les mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19;

Qu'ils sont confrontés à des absences de recettes qui entraînent des affaiblissements de trésoreries et des carences de liquidités;

Que les cessations de paiements auprès des créanciers des opérateurs touristiques, et leurs conséquences collatérales, sont imminentes, ce qui pourrait entraîner des situations insoutenables sur le plan économique;

Qu'il convient dès lors d'adopter des mesures urgentes en faveur des opérateurs touristiques afin de soutenir leur viabilité et ainsi éviter un impact massif sur l'économie wallonne par un effet de domino;

Qu'il importe de pouvoir verser ces aides dans les meilleurs délais et que l'urgence est donc justifiée;

Vu l'avis 68.908/4 du Conseil d'État, donné le 2 mars 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'article 51 du décret du 18 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021 consacre le principe selon lequel, dans les limites des articles de base concernés, des subventions pourront être octroyées, en ce compris les interventions cofinancées par les fonds européens;

Que sont expressément visées au sein du dispositif de l'article 51 les subventions relatives à la mise en œuvre de décisions du Gouvernement destinées à soutenir le secteur touristique dans le cadre de la crise liée à la COVID-19 par l'intermédiaire du Commissariat général au Tourisme;

Considérant la lecture combinée des articles 20 et 78 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles qui consacrent un pouvoir général d'exécution des décrets au Gouvernement wallon;

Qu'il convient, comme l'établit la jurisprudence de la Cour de Cassation, pour appréhender ce pouvoir général d'exécution, de se tourner vers l'esprit de la loi;

Qu'en l'espèce, le contexte du décret du 18 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021 est non équivoque en ce sens qu'il vise, notamment, à apporter du soutien aux entreprises, et notamment aux opérateurs touristiques, en difficulté en raison des mesures relatives à la lutte contre la COVID-19;

Considérant le Code wallon du Tourisme;

Considérant la communication de la Commission européenne du 19 mars 2020 relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, le point 22;

Sur la proposition de la Ministre en charge du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Soutien aux attractions touristiques autorisées par le Commissariat général au Tourisme pour les frais d'entretien de leurs infrastructures pendant la période de fermeture au public obligatoire à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Commissariat général au Tourisme alloue une aide en faveur des attractions touristiques visées à l'article 1^{er}.D, 5^o, du Code wallon du Tourisme, qui sont autorisées en vertu des articles 110.D. et suivants du Code wallon du Tourisme à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour les frais d'entretien de leurs infrastructures encourus pendant la période durant laquelle elles ont été obligatoirement fermées à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

§ 2. L'aide visée au paragraphe 1^{er} est accordée lorsque l'attraction touristique est autorisée en vertu des articles 110.D. et suivants du Code wallon du Tourisme à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 3. Le montant de l'aide visée au paragraphe 1^{er} est calculé selon la formule $PT \times EI \times JF$ dans laquelle :

1^o PT correspond à la moyenne journalière du nombre d'entrées sur l'année civile 2019, représentant le poids touristique de l'attraction touristique. La moyenne journalière est obtenue en divisant le nombre total d'entrées sur l'année civile 2019 par 365. Le nombre d'entrées sur l'année civile 2019 est arrêté par référence aux informations communiquées par les attractions touristiques auprès du Commissariat général au Tourisme pour l'année 2019 en exécution de l'article 131.AGW, alinéa 1^{er}, 11^o, du Code wallon du Tourisme;

2^o EI correspond à 1,25 € considérée comme la part forfaitaire du prix du ticket d'entrée couvrant les frais d'entretien des infrastructures;

3^o JF correspond au nombre de jours calendriers de fermeture obligatoire de l'attraction touristique entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 mars 2021, avec un maximum de 90.

Le montant de l'aide visée au paragraphe 1^{er} ne peut être ni inférieur à 1.000 € ni supérieur à 200.000 € par attraction touristique.

Art. 2. Aucune attraction touristique visée à l'article 1^{er} ne peut cumuler l'aide octroyée par le présent arrêté avec une indemnité compensatoire octroyée par l'arrêté du 19 février 2021 relatif à l'octroi d'une intervention complémentaire en faveur des établissements fermés par décision dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19.

CHAPITRE II. — *Modalités d'octroi de l'aide visée au chapitre 1^{er}*

Art. 3. La demande d'octroi de l'aide visée au Chapitre 1^{er} est introduite via le formulaire pré-rempli qui est adressé au bénéficiaire. Elle est adressée soit par envoi postal, soit par envoi électronique au Commissariat général au Tourisme, aux adresses indiquées dans les formulaires.

Seules les demandes introduites au plus tard trois semaines après la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté sont recevables.

Dans le cas d'un courrier postal, la demande adressée dans les formes et selon les modalités prévues par le formulaire, doit être introduite avant cette date, le cachet de la poste faisant foi.

Dans le cas d'une demande par courrier électronique, adressée dans les formes et selon les modalités prévues par le formulaire, l'envoi de ce courrier électronique constitue la date d'introduction de la demande.

Si les mentions complétées par le bénéficiaire dans le formulaire sont incomplètes, illisibles, ou irrégulières, la demande peut être considérée comme irrecevable par le Commissariat général au Tourisme.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 mars 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/20954]

19 MAART 2021. — Besluit van de Waalse Regering houdende een derde golf van ondersteuningsprogramma's voor toeristische bezienswaardigheden in het kader van de gezondheids crisis COVID-19

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 december 2020 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021, artikel 51;

Gelet op het rapport van 12 februari 2021, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 februari 2021 en 17 maart 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 februari 2021;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de maatregelen van de federale overheid ter beperking van de verspreiding van het coronavirus COVID-19 de contingentering of de opschorting inhouden van sommige activiteiten met een cultureel, sociaal, feestelijk, folkloristisch, sportief, toeristisch en recreatief karakter evenals de contingentering of de sluiting voor het publiek van de toeristische operatoren;

Dat de toeristische operatoren waarvan de activiteiten werden geschorst, beperkt of afgelast, nog steeds te maken hebben met kosten voor het onderhoud van hun infrastructuur of met uitgaven die werden gemaakt vóór de maatregelen die de federale overheid heeft genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Dat ze te maken hebben met het uitblijven van ontvangsten, waardoor het kasgeld vermindert en er een gebrek aan liquide middelen ontstaat;

Dat de stakingen van betalingen aan de schuldeisers van de toeristische operatoren en aanverwante gevolgen dreigen voor te komen, met eventueel ondraaglijke gevolgen op economisch vlak;

Dat bijgevolg dringende maatregelen aangenomen dienen te worden ten gunste van de toeristische operatoren om hun leefbaarheid te ondersteunen en te voorkomen dat er een massaal domino-effect op de Waalse economie ontstaat;

Dat het van belang is om dergelijke steun zo snel mogelijk te kunnen betalen en dat de dringende noodzakelijkheid daarom gerechtvaardigd is;

Gelet op advies nr. 68.908/4 van de Raad van State, gegeven op 2 maart 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat in artikel 51 van het decreet van 18 december 2020 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021 het beginsel is vastgelegd dat binnen de perken van de desbetreffende basisallocaties toelagen mogen worden toegekend, met inbegrip van de met de Europese fondsen medegefinancierde tegemoetkomingen;

Dat de regeling van artikel 51 specifiek verwijst naar de toelagen betreffende de uitvoering van de beslissingen van de Regering ter ondersteuning van de toeristische sector in het kader van de crisis ten gevolge van COVID-19 via het Commissariaat-generaal voor Toerisme;

Gelet op de gecombineerde lezing van artikelen 20 en 78 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen die een algemene uitvoeringsbevoegdheid van decreten aan de Waalse Regering verleent;

Dat het, zoals vastgesteld in de rechtspraak van het Hof van Cassatie, aangewezen is zich tot de geest van de wet te wenden om deze algemene uitvoeringsbevoegdheid te kunnen inschatten;

Dat in casu de context van het decreet van 18 december 2000 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021 ondubbelzinnig is in die zin dat het met name erop gericht is steun te verlenen aan ondernemingen, en met name aan de toeristische operatoren, die in moeilijkheden verkeren als gevolg van maatregelen in het kader van de strijd tegen COVID-19;

Gelet op het Waalse Wetboek voor Toerisme;

Gelet op de mededeling van de Europese Commissie van 19 maart 2020 betreffende de tijdelijke kaderregeling inzake staatssteun ter ondersteuning van de economie vanwege de huidige COVID-19-uitbraak, punt 22;

Op de voordracht van de Minister belast met Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Steun voor de toeristische bezienswaardigheden toegelaten door het Commissariaat-generaal voor Toerisme voor de onderhoudskosten van hun infrastructuur tijdens de periode van verplichte sluiting voor het publiek als gevolg van de maatregelen van de Federale Overheid om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken

Artikel 1. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent het Commissariaat-generaal voor Toerisme steun toe aan de toeristische bezienswaardigheden bedoeld in artikel 1.D, 5° van het Waals Toerismewetboek, die krachtens artikelen 110.D en volgende van het Waals Toerismewetboek op de datum van inwerkingtreding van dit besluit toegelaten zijn, voor de onderhoudskosten van hun infrastructuur in de periode waarin zij verplicht voor het publiek gesloten zijn als gevolg van de maatregelen van de federale overheid om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde steun wordt toegekend wanneer de toeristische bezienswaardigheid wordt toegelaten krachtens artikelen 110.D. en volgende van het Waals Toerismewetboek op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

§ 3. Het bedrag van de in paragraaf 1 bedoelde steun wordt berekend volgens de formule “PT x EI x JF” waarbij:

1° PT overeenstemt met het daggemiddelde van het aantal bezoeken over het kalenderjaar 2019, en het toeristisch gewicht van de toeristische bezienswaardigheid vertegenwoordigt. Het daggemiddelde wordt bekomen door het totaal aantal bezoeken over het kalenderjaar 2019 te delen door 365. Het aantal bezoeken over het kalenderjaar 2019 wordt vastgesteld onder verwijzing naar de informatie die de toeristische bezienswaardigheden medegedeeld hebben aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme voor het jaar 2019, ter uitvoering van artikel 131, 11°, van het Waals Toerismewetboek;

2° EI overeenstemt met 1,25 €, beschouwd als het forfaitair deel van de prijs van het betalende inkomticket dat de onderhoudskosten van de infrastructuur dekt;

3° JF overeenstemt met het aantal kalenderdagen van verplichte sluiting van de toeristische bezienswaardigheid tussen 1 januari 2021 en 31 maart 2021, met een maximum van 90.

Het bedrag van de steun bedoeld in paragraaf 1 mag niet lager dan 1.000 € en niet hoger dan 200.000 € per toeristische bezienswaardigheid zijn.

Art. 2. Geen enkele in artikel 1 bedoelde toeristische bezienswaardigheid mag de bij dit besluit toegekende steun cumuleren met een compenserende vergoeding toegekend bij het besluit van 19 februari 2021 betreffende de toekenning van een bijkomende tegemoetkoming ten gunste van de inrichtingen die per beslissing zijn gesloten in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19.

HOOFDSTUK II. — Modaliteiten voor de toekenning van de in hoofdstuk 1 bedoelde steun

Art. 3. De aanvraag tot toekenning van de steun bedoeld in hoofdstuk 1 wordt ingediend met behulp van het vooraf ingevulde formulier dat aan de begunstigde wordt toegezonden. Genoemde aanvraag wordt per post of per elektronische post naar het Commissariaat-generaal voor Toerisme gestuurd op de in de formulieren aangegeven adressen.

Enkel de aanvragen die uiterlijk drie weken na de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden ingediend, zijn ontvankelijk.

In het geval van een post moet de aanvraag, geadresseerd in de vorm en op de wijze als voorzien in het formulier, vóór die datum worden ingediend, waarbij het poststempel geldt als bewijs van verzending.

In het geval van een aanvraag per elektronische post, geadresseerd op de wijze en in de vorm zoals voorgeschreven in het formulier, is de datum van verzending van de elektronische post de datum van indiening van de aanvraag.

Indien de door de begunstigde op het formulier ingevulde informatie onvolledig, onleesbaar of onregelmatig is, kan de aanvraag door het Commissariaat-generaal voor Toerisme als onontvankelijk worden beschouwd.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 5. De Minister bevoegd voor Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 maart 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/202354]

6 MAI 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création d'un comité de concertation de base pour le Port autonome du Centre et de l'Ouest

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats relevant de ces autorités, article 10, § 1^{er}, modifié par la loi du 19 juillet 1983;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, article 34, modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 2007, article 38, modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 2007, et article 97bis, inséré par l'arrêté royal du 2 août 1990 et modifié par l'arrêté royal du 8 mai 2001;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

Vu le décret du 1^{er} avril 1999 relatif à la création du Port autonome du Centre et de l'Ouest;

Vu l'avis n° 67 du Comité supérieur de concertation, rendu le 23 avril 2021;

Considérant que le Port autonome du Centre et de l'Ouest dispose de personnel propre;

Considérant qu'en sa séance du 5 février 2021, son Conseil d'administration a décidé de constituer un Comité de concertation de base;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité et de la Ministre de la Fonction publique;